

MANIFESTE POUR UNE ALTERNATIVE

--> Contribution à une critique du système marchand et à l'élaboration d'une stratégie pour son dépassement

L'indigence théorique, dans lequel se débat actuellement la pensée politique, augure mal d'une alternative rapide au système marchand en passe de parvenir à l'expression ultime de ses contradictions. Cette phase, à la fois de sa puissance relative, et de sa décadence inéluctable, n'est pas synonyme d'un ralentissement des dégâts sociaux et écologiques qui sont la conséquence logique de son fonctionnement, c'est même le contraire que l'on peut constater.

L'atonie de la pensée critique, si tant est qu'elle mérite encore ce qualificatif, quoiqu'elle en revendique le titre, se perd dans le labyrinthe des préjugés, des certitudes branlantes, des approximations théoriques et des espoirs chimériques, systématiquement déçus. Elle base sa crédibilité, aujourd'hui, sur le monopole, de fait, d'organisations qui ne fondent leurs certitudes, que sur la réalité électorale et médiatique de leur existence... autrement dit, sur rien de sérieux et de déterminant.

Il est aujourd'hui un fait indubitable, et qui doit être dit, même si cela est dur et difficile à accepter pour des millions de, ou non, militante-e-s : la Gauche est morte. Cette Gauche avec ses organisations, ses référents théoriques, ses pratiques, ... a disparu. Que les valeurs qui l'ont fondée, et qui sont universelles et atemporelles, nous restent, c'est évident et même souhaitable. Quelle reste dans les mémoires et les coeurs comme moment de l'Histoire, soit, mais arrêtons de vouloir vivre, et construire l'avenir, dans ce souvenir. Maintenir la fiction, vouloir la « *faire vivre* », par ce qui ne peut être que des artifices, nous condamne à errer dans des discours et des stratégies d'un autre temps dont nous voyons aujourd'hui les effets dévastateurs dans les repositionnements, les débats et surtout dans, ce qui est le plus grave, les luttes.

Cette fiction de la Gauche, les organisations qui la composent en ont évidemment un besoin vital. C'est elle qui constitue leur raison d'être et leur seul moyen d'accéder au Pouvoir. Par l'affect, la culpabilisation, le marketing politique, elles usent de tous les stratagèmes pour exister et faire vivre cette fiction.

Cette fiction de la Gauche, le système marchand en a, lui aussi, absolument besoin ne serait ce que pour maintenir, auprès des citoyens, l'illusion d'une possible alternance permettant de faire patienter, de « *lâcher du lest* » sur quelques questions sociales, faire passer en douceur des mesures antisociales, voire désamorcer les crises... sauvant ainsi l'essentiel du système.

Il faut aujourd'hui, de toute urgence renouveler, et disons le mot, inventer, concevoir, la problématique à poser dans une stratégie de changement social, non pas par modernisme, ce qui serait forcément déplacé, prétentieux et dérisoire, mais simplement parce que les vieilles problématiques n'ont jamais fonctionné ; de cela, nous en avons désormais la preuve historique, ... et ne fonctionneront plus. Il est désormais évident et vain d'en rester à une obstination ridicule et stérile à propos de stratégies qui ont toutes fait faillite. La remise à plat des conceptions, des concepts et des stratégies est devenu un impératif politique catégorique.

Au stade où en sont les organisations politiques, le travail, de réflexion et d'élaboration collectif est manifestement stérile, je n'en prendrais pour preuve que le dramatique et dérisoire « *dialogue* » des collectifs unitaires en France en 2006-2007. Les prétentions, les préjugés, les ambitions, les intérêts personnels et bureaucratiques ont transformé cette initiative, à priori fort intéressante, en un capharnaüm d'idées décousues qui a fait que « *la montagne a accouché d'une souris* »... et quelle souris ... même pas viable !.

Ce manifeste n'a certes pas la prétention exorbitante d'être à lui seul la pierre sur laquelle se construira le monde nouveau. Il a par contre la prétention, que d'aucuns jugeront excessive et incongrue, de se passer des analyses, des certitudes et des projets d'organisations politiques qui, si

elles n'en ont pas moins pignon sur rue, constituent se faisant le syndic de faillite de toutes les tentatives de changement social, pour certaines depuis presque un siècle.

Ce manifeste pose une problématique d'alternative en se fondant sur l'expérience historique des faillites, retentissantes et encore fraîches dans les mémoires, du siècle passé et les réussites des siècles précédents, bref en tenant compte de ce que l'on pourrait appeler les lois de l'Histoire. Il rompt ainsi avec les analyses pseudo alternatives qui, incapables de se détacher véritablement de la problématique marchande, ramènent en permanence les mouvements sociaux dans les ornières creusées par les pratiques réformistes et/ou purement revendicatives, voire pour certaines essentiellement velléitaires.

Ce manifeste est, en quelque sorte, une bouteille lancée dans la mer de nos préoccupations pour l'avenir et de nos impuissances politiques passées et présentes ; un document qui peut, et qui souhaite, tracer de nouvelles pistes, sinon une nouvelle piste, afin d'éclairer le chemin toujours semé d'incertitudes et de dangers conduisant à des rapports sociaux respectueux des hommes et de la Nature.

Ce manifeste n'est pas, il est vrai, le produit d'un travail collectif quoiqu'il soit nourri et inspiré, à la fois, d'engagements passés, d'erreurs reconnues et analysées, des hésitations du présent, des dialogues, échanges, parfois polémiques, des convergences et de divergences. Il n'en demeure pas moins un document aussi intéressant, sinon plus, que les longues litanies, aux contenus d'une banalité affligeante, et ô combien prévisibles, pour ne pas dire ultra classiques, laborieusement rédigées par les organisations politiques et/ou leurs différentes tendances.

Le retour à l'Histoire constitue une partie importante de ce document, pas simplement par soucis de narration, ce qui n'aurait aucun intérêt, mais parce que c'est en elle, l'Histoire, qu'est la clé de la compréhension de ce qu'est le processus d'évolution des collectivités humaines et de ce qu'elle sera dans le futur.

Ce manifeste n'est pas un produit fini. A chacune et chacun de s'en saisir, individuellement et/ou collectivement. Sa finalité est de disparaître en tant qu'élément initial et originel d'une nouvelle étape de la pensée... et céder la place à ce qui constitue, finalement, la seule chose importante, la praxis.

Qu'il remplisse cette fonction ? Seul l'avenir le dira.

Patrick Mignard, Juillet 2007

Toutes les civilisations ont cru en l'éternité de leur existence. Toutes ont disparu.

Le système marchand, à l'image de ses prédécesseurs, croit lui aussi en la « *rationalité* » de son fonctionnement et en l'éternité de sa domination. Lui aussi disparaîtra pourtant dans les affres de ses contradictions poussées à leur paroxysme.

Le discours sur sa temporalité historique et son caractère éphémère est systématiquement accusé de nihilisme, et l'espoir en un monde nouveau, respectueux de l'Homme et de son environnement, est immédiatement qualifié d'utopique... Qu'à cela ne tienne !

A toutes les époques, les précurseurs d'un monde nouveau ont été persécutés. Aujourd'hui celle-ci, quand elle ne prend pas la forme de la violence et de l'élimination physique, ce qu'elle est dans de nombreux pays, s'exprime par la réduction au silence et au mépris, au nom d'une pseudo rationalité de lois économiques qui régissent le règne de la marchandise et d'une conception étriquée des Droits de l'Homme. Elle est en fait l'expression de la volonté de la domination, quasiment sans partage, des profiteurs, directs et indirects, du Capital.

Le discours de l'Alternative est, aujourd'hui, en grande partie inaudible face à la puissance idéologique et médiatique des appareils de propagande du système marchand, et face aux difficultés

de repenser cette alternative après les désastreuses expériences du « socialisme réel » et les politiques collaborationnistes des « Gauche ». Il faut dire aussi que ce discours est largement entaché de considérations aberrantes issues directement des théories et prédictions qui ont toutes fait faillite.

Pourtant, au risque de disparaître en tant qu'espèce, l'Homme, principal prédateur et destructeur de la planète, et ce à toutes les époques de son histoire se doit, dans les plus brefs délais, d'adapter sa forme de vie sociale aux exigences, non seulement des valeurs morales qu'il déclare universelles, mais aussi aux exigences du respect d'un équilibre avec la Nature qu'il a cru dominer mais qui pourrait s'avérer être son propre fossoyeur.

EXPANSION ET DÉCADENCE DU SYSTÈME MARCHAND

Le système économique et social, qui a vu le jour en Europe occidentale au 19e siècle, a jeté les bases d'une civilisation à vocation mondiale et ce, plus par les mécanismes intrinsèques de son fonctionnement, que par les valeurs morales sur lesquelles elle s'est fondée.

Le Capital, qui a fait modestement ses premières armes au sein même du système féodal avant de le jeter bas, s'est développé, une fois émergé de la gangue féodale, dans des entités politicoéconomiques, les « *états nations* ». En l'espace d'un siècle il a, en grande partie, aboli les frontières qu'il avait lui-même érigées et a soumis l'ensemble de la planète à ses principes. Son modèle d'organisation sociale, puissamment épaulé par ses armes, toujours plus sophistiquées, ses capacités d'exploitation des richesses naturelles, le tout « *agrémenté* » abondamment de valeurs humanistes, a su imposer ses principes au-delà de toutes les espérances de ses idéologues.

Pourtant, dès le 19e siècle, époque du lancement de ce système, la sonnette d'alarme a été, à de nombreuses reprises, actionnée pour prévenir, alerter et dénoncer les dérives économiques et sociales, pas encore écologiques, que l'instauration de ce système impliquaient.

Maintes hypothèses ont été émises, maintes théories ont été élaborées, maintes stratégies ont été envisagées, maintes actions ont été entreprises pour briser la dynamique enclenchée... jusqu'à aujourd'hui, en vain.

Malgré, et souvent grâce, à de multiples apparemment déboires, crises économiques, sociales, guerres, révolutions... le système marchand en est sorti toujours plus renforcé et conquérant.

L'expérience historique montre que, l'hypothèse principale de la critique, celle qui consistait à lier l'effondrement du système marchand, dans les pays qui l'avaient originellement développé, à la paupérisation des salariés, et à l'insurrection de ces derniers, était fausse.

Les luttes des salariés en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail (salaires, hygiène et durée de travail, protection sociale,...), quoique difficiles et souvent sanglantes, ont été globalement couronnées de succès. Une amélioration substantielle de la condition salariée a eu incontestablement lieu, contredisant toutes les prévisions des « *stratèges de la révolution prolétarienne* ». Cependant, malgré cela, et probablement grâce à cela, sans abandonner, ni leurs privilèges, ni leurs pouvoirs, ni leurs intérêts, les maîtres du Capital et leurs serviteurs ont su, et ont pu, préserver leur système de domination économique et politique et soumettre l'ensemble de la planète.

Le système marchand a su, d'autre part, faire des conquêtes coloniales de l'Ancien Régime une réserve de ressources et de richesses qui ont été largement mises à contribution pour asseoir définitivement le règne de la marchandise, assouvir la cupidité des possédants et finalement s'acheter la paix sociale au sein des « *états nations* » dominants.

Le développement local du système, dans ces mêmes « *états nations* », protégés par leurs frontières, et concurrents entre eux, a suscité des conflits particulièrement meurtriers et destructeurs dont les principales victimes ont été, une fois encore, les salariés et les autres classes sociales dominées – les paysans en particulier. Ces conflits, s'ils ont donné sur le moment l'illusion de la faiblesse structurelle du système, laissant espérer son effondrement imminent, se sont en fait révélés être

d'extraordinaires tremplins économiques et politiques pour une relance de sa domination, alors remise temporellement en question.

Les conquêtes sociales, rançons d'incessantes luttes des salariés, perçues par ces derniers, à juste titre comme des victoires, se sont, sur le long terme révélées être de puissants instruments d'intégration et de démobilisation lorsque le système, à la fin du 20e siècle, dans sa phase active de mondialisation marchande en est revenu, sous les contraintes économiques imposées par cette même mondialisation, à ses principes fondamentaux de fonctionnement : rentabilisation à outrance, précarisation des salariés,... On assiste, dans tous les anciens pays industriels, à une remise en question progressive, mais globale, de tout ce qui constituait les « *acquis sociaux* » chèrement arrachés au Capital, par les salariés, depuis le 19e siècle : réduction des salaires, allongement de la durée du travail et de la vie active (remise en question de l'âge de départ à la retraite), protection sociale, services publics,... Ainsi, tout ce qui avait constitué des victoires et des conquêtes sociales est en voie de disparition.

Toute la stratégie de conquête de réformes sociales a été, paradoxalement, à la fois, une amélioration substantielle de la condition salariée dans les pays développés, mais aussi un formidable instrument de démobilisation politique.

Les syndicats, difficilement imposés par les salariés, ont été l'instrument des luttes sociales de ces derniers, et ont permis d'améliorer substantiellement leurs conditions de travail et de vie. L'opiniâtreté des luttes sociales a pu parvenir, grâce à eux, à faire inscrire dans le droit les avantages acquis au point que ceux-ci, le mythe de sa neutralité et de son imprescriptibilité aidant, sont très vite apparus, trompeusement, comme des acquis définitifs. Ces succès ont conforté les syndicats dans une toute puissance relative qui aujourd'hui montre ses limites. Certains, pour ne pas dire tous, trompés par cette illusoire puissance, ont carrément joué le jeu du système marchand, abandonnant par là même les analyses et stratégies radicales, bref, jouant le jeu d'une collaboration qui est aujourd'hui particulièrement néfaste. La culture syndicale, initialement culture de lutte, est devenue une culture de contestation molle, purement défensive, en vue de la préservation d'acquis sociaux dangereusement et irrémédiablement menacés, et incapable de répondre aux multiples attaques du système portant atteinte aux intérêts des salariés.

Le premier grand conflit, inter capitaliste du 20e siècle a donné l'illusion, à une partie du mouvement ouvrier en pleine structuration, que le système marchand, arrivait au bout de sa logique. La théorie fondée sur la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, pouvait, et devait, aux yeux des stratèges de la Révolution Proletarienne, assurer, dans le pays le plus fragile d'une Europe en guerre, constituer à la fois le point de départ et le levier d'une généralisation internationale d'un modèle de socialisme. Dans un contexte international qui lui était hostile, avec une classe ouvrière socialement groupusculaire, la prise de pouvoir réussit et instaura un système déclaré socialiste mais qui n'avait été nullement préparé par une structure économique alternative permettant d'assurer la pérennité d'un système alternatif à un capitalisme qui en était, dans ce pays, à ses premiers balbutiements. Si l'hostilité du reste du monde a été un facteur aggravant la situation de la jeune république soviétique, elle est largement insuffisante pour expliquer la dégénérescence rapide de l'ensemble de la structure sociale en un système totalitaire qui n'avait de socialiste que le nom.

Cette première expérience « *socialiste* », même dans sa phase la plus dramatique et la plus inacceptable, loin de dissuader nombre de celles et ceux qui voulaient renverser le capitalisme, les confortèrent dans une vision quasiment mystique et religieuse de l'existence d'un « *paradis socialiste* »... déterminant ainsi toute une stratégie aberrante d'adhésion aux intérêts stratégiques, diplomatiques et idéologiques d'un « *état totalitaire* »... Ce faisant, une telle logique brisa net l'unité des forces progressistes et dévoja, pour des générations, la pensée politique progressiste dans les méandres de la soumission aveugle, de l'intolérance et du sectarisme.

Même la grande crise économique du début des années trente, crise pourtant structurelle d'un capitalisme en pleine expansion, n'apporta aucun discrédit significatif à un système qui

n'hésita pourtant pas à jeter dans la misère et le désespoir des millions de salariés. Le système réussit même à rationaliser son échec et à le dépasser en imaginant des politiques économiques interventionnistes (politiques économiques keynésiennes) qui transformèrent le trouble du monde des salariés en une adhésion démobilisatrice.

En effet, l'intervention de l'Etat qui ressemblait étrangement au modèle soviétique (intervention structurelle de l'Etat, planification,...), sans pour cela atteindre son degré d'implication, conforta le mouvement ouvrier dans une stratégie de participation au pouvoir de l'Etat dans la perspective de sa « libération »... Ce sont toutes les expériences des gauches sociales démocrates et communistes qui sont nées, et ont perduré, dans ce creuset de croyances illusoire.

Le système marchand sauva définitivement ses meubles par l'instauration de régimes fascistes dans les pays où la crise sociale pouvait mettre à mal la domination du Capital, montrant, s'il en était besoin, qu'il ne reculait devant rien pour assurer son hégémonie.

Le deuxième grand conflit du 20e siècle, dont le lien avec les conséquences de la crise des années 1930 est évident, n'a pas lui non plus mis un terme à la domination du Capital, bien au contraire,... démontrant en cela, contrairement à toutes les prévisions des visionnaires révolutionnaires, que la guerre ne constituait pas forcément un moment propice au renversement du système marchand.

Les intérêts économiques et politiques des alliés occidentaux et d'une URSS en plein délire totalitaire, soudèrent un front face à la politique absurde et hégémonique des puissances de l'Axe. La victoire de la coalition jeta les bases d'un monde bipolaire dans lequel les intérêts des uns et des autres furent scrupuleusement respectés au détriment des intérêts des autres peuples qu'ils dominaient et exploitaient sans vergogne. Ainsi naquit la « guerre froide » véritable stratégie médiatico politique de « poker menteur ». Au cours de celle-ci les « deux blocs », usèrent et abusèrent de la désinformation, des fausses statistiques militaires et économiques, de la course ruineuse aux armements, de la manipulation des états vassaux pour finalement aboutir à la situation chaotique que nous connaissons aujourd'hui.

La décolonisation à partir des années 1950 a ouvert une nouvelle page dans l'histoire du système marchand. Les empires sont tombés les uns après les autres. L'émancipation des pays coloniaux qui s'est soldée le plus souvent par des drames humains et politiques, a jeté l'opprobre sur les anciennes puissances coloniales sans pour cela affecter le moins du monde leur développement. C'est d'ailleurs l'époque où les pays industriellement développés vivaient une période faste qui a donné dans les années 60 la « société de consommation ». C'est une période où, malgré un discours contestataire, la collaboration de classes battait son plein, où les communistes servaient fidèlement les intérêts de l'URSS et de ses satellites, où l'Etat providence assurait aide et protection, où la relance économique faisait gonfler les dividendes, les salaires, le panier de la ménagère et les statistiques de l'emploi – les Trente Glorieuses.

Dans le cadre d'une « guerre des blocs » la décolonisation a donné cependant un spectacle surprenant.

Soutenus pour des raisons diplomatiques et stratégiques par les pays dit « socialistes », nombre de pays en voie de décolonisation, sous l'impulsion de jeunes dirigeants qui avaient appris la contestation et le « socialisme » dans les universités occidentales et « soviétiques » ont opté pour la « voie socialiste », entamant ainsi une transformation de leur société, parfois tribale, panachée de structures coloniales, vers un modèle artificiel et intégralement importé. Ils étaient « conseillés » en cela par des « pays frères » du bloc « socialiste » plus soucieux de leurs intérêts économiques, diplomatiques et politiques que des valeurs et principes qu'ils avançaient dans leurs promesses, et soutenus par une partie du monde ouvrier et intellectuel des puissances coloniales qui croyait voir, dans ces nouveaux pays, se réaliser ce qu'ils désespéraient de voir se réaliser chez eux.

Toutes ces expériences, qui ont agité les générations d'après guerre d'espoirs illusoire, et qui avaient pour mot d'ordre l'« anti impérialisme » et l'« anti capitalisme » ont sombré et/ou

sombrent dans le ridicule, le chaos et le drame... pour finalement rejoindre le contexte marchand international dominé par le Capital... et grossir la cohorte des pays les plus pauvres de la planète, pour les uns, le peloton de tête des « *champions* » de la mondialisation marchande pour quelques autres...

L'effondrement, dans les dix dernières années du 20e siècle du système soviétique et son remplacement par un capitalisme sauvage, marque le sommet de la faillite de toute la stratégie des penseurs et stratèges « *socialistes* » depuis plus d'un siècle... Pourtant, aucune révision fondamentale de la stratégie de transformation de la société n'a été entreprise.

Le système marchand est sorti, du moins idéologiquement, comme le grand vainqueur de cet effondrement. La pensée critique à l'égard de celui-ci s'en est trouvée grandement affaiblie puisque l'essentiel de celle-ci était fondée, depuis des décennies, avec plus ou moins de variables, en positif et/ou en négatif, sur le « *modèle soviétique* » ou ce qui avait servi à l'établir. La social démocratie qui avait, sans ambiguïté, fondé la sienne sur la collaboration avec le Capital s'est encore plus enfoncée dans celle-ci au point de faire cause commune avec les gestionnaires du système dominant et de devenir une partie d'entre eux.

Le 21e siècle voit donc, après près de deux cents ans de luttes anti capitalistes, un monde où domine sans partage la marchandise, où toutes, sans exception, les expériences de renversement du système marchand ont échoué et où le capitalisme s'est installé partout, y compris dans les bastions apparemment les plus inexpugnables du « *socialisme réalisé* ».

Le système marchand a cependant réalisé une prédiction des penseurs du 19e siècle : il a développé de manière illimitée les forces productives mais... sans pour cela faciliter pour ses opposants le passage à un autre système. Par contre, ce développement a entraîné un véritable pillage des ressources naturelles, une atteinte, peut-être irrémédiable, à l'équilibre naturel de la planète par la généralisation des pollutions, la destruction des écosystèmes et de la biodiversité... la création de substances d'une nocivité extrême répandues abondamment et sans précaution dans le milieu naturel, la création à des fins mercantiles par manipulations génétiques d'organismes vivants artificiels susceptibles de contaminer l'ensemble des espèces de l'écosystème.

Pour la première fois dans l'Histoire de l'Humanité, un mode de production met en péril la vie sur l'ensemble de la planète.

Le système marchand a développé par contre une autre particularité aux conséquences sociales incalculables – l'extrême développement des forces productives corrélative à une économie toujours plus importante de force de travail l'a paradoxalement incité à développer une financiarisation sans limite et qui peut se résumer par : l'accroissement toujours plus important de plus-value n'a pas incité à l'investir prioritairement dans une accumulation de capital productif. Ceci a eu pour conséquence un démantèlement des structures de production dans de multiples zones de production, une fragilisation et précarisation de vastes secteurs de population, un accroissement gigantesque des revenus du Capital sous la forme de dividendes et revenus d'obligations, un accroissement de la spéculation financière et une aggravation des inégalités.

Une telle logique, expression la plus élaborée du rapport marchand, montre le mépris total qu'a ce système pour la question sociale, c'est-à-dire les conditions d'existence de l'être humain.

Il est à noter que les anciens « *pays socialistes* » (Russie et satellites) et mêmes ceux qui le demeurent encore officiellement (Chine), ont participé, et participent activement, à ce processus, avec leurs dirigeants « *communistes* » à leur tête... ce qui en dit long sur la conception politique qui leur a donné naissance et le sérieux et l'honnêteté politique de tels personnages. Ceci en dit long aussi sur la pertinence de la « *pensée politique* » des organisations, dans les pays occidentaux, qui se sont aveuglément et religieusement, porté caution de ces régimes auprès de leurs peuples.

L'Etat moderne, présenté dans le cadre du système marchand comme l'expression la plus achevée de la volonté du peuple et de la défense de l'intérêt général n'a pas honoré, loin s'en faut, ses «

promesses de baptême ». Il a su préserver les intérêts du Capital dans sa phase de développement initiale, n'hésitant pas à faire verser des fleuves de sang aux salariés et à toutes celles et ceux qu'il dominait, lorsque ses intérêts vitaux, du fait de la concurrence inter capitaliste et des conflits d'intérêts stratégiques et diplomatiques, l'exigeaient. Il a su, pour sauver le système dont il est le garant, mettre en place des politiques interventionnistes qui donnaient l'illusion d'une gestion égalitaire et démocratique de celui-ci, pour reprendre, par la suite, tout ce qu'il avait concédé. Maniant habile la carotte et le bâton, devenant, sans état d'âme, état providence et état gendarme, il a trompé la plupart des opposants au système au point d'en faire des « *loups aux dents de lait* », voire carrément des complices et alliés.

Ainsi, la neutralité économique et politique de l'Etat moderne n'a été qu'une extraordinaire mystification faisant du salarié un être formellement libre sur le plan politique, le citoyen, mais le soumettant totalement aux exigences du capital par l'intermédiaire du marché de sa force de travail. La marchandisation des services publics et de manière générale de toutes les activités humaines montre, s'il en était besoin, le caractère mensonger du discours sur sa « *neutralité* » politique.

L'Etat montre aujourd'hui sa vraie nature, celui de garde-chiourme du Capital.

Le règne de la marchandise triomphante c'est aujourd'hui :

un monde ouvert où le capital circule sans entrave en exigeant une rentabilité à court terme et demeurant totalement étranger aux conséquences sociales et écologiques de ce mode de fonctionnement ;

une nouvelle division du travail qui a vidé la « *classe ouvrière* », des vieux pays industriels, de tout son potentiel stratégique, qu'elle n'a d'ailleurs jamais utilisé, et qui remet en question tous ses acquis ;

une modification sociologique des anciens pays développés industriels qui ont perdu une grande partie de ce qui constituait la classe ouvrière industrielle qui devait être la classe « *fossoyeuse du système* » ;

une généralisation du salariat, même dans les catégories sociales qui y avaient en grande partie échappé : commerce, santé, professions libérales, agriculture, banque, et même social ;

un citoyen formellement libre mais politiquement soumis à un système électoral orienté et manipulé par les puissances du Capital et dont les conditions de vie, liées à sa place dans l'appareil de production, dépendent entièrement des exigences de la valorisation de celui là ;

des anciens pays coloniaux qui sont devenus les « *pays ateliers* » pour la valorisation du capital international, fournissant une main d'oeuvre à bon marché ;

une valorisation du capital, privilégiant de plus en plus le court terme qui, non seulement, se fonde sur la production de biens et des services, mais aussi et surtout, sur une pure spéculation financière, spéculation à laquelle est associé de plus en plus des salariés (des pays riches) au travers des fonds de pensions, généralisant et aggravant les conditions sociales et d'intégration du plus grand nombre ;

une organisation internationale du Capital représentée par des organisations comme le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce, auxquelles les Etat ont abandonné tout ou partie de leurs prérogatives économiques, qui assure une fluidité maximum des capitaux et une marchandisation généralisée de toutes les activités et productions humaines ;

une standardisation de la production détruisant toute singularité, soumettant l'activité productrice à une stricte rentabilité et aux exigences d'un marché complètement manipulé par la publicité... générant une production pour laquelle la qualité a été volontairement sacrifiée sur l'autel du profit ;

un pillage illimité des ressources naturelles à des fins mercantiles alimentant une croissance économique volontairement incontrôlée, qui constitue le principe fondamental du fonctionnement

du système marchand ;

une destruction de l'environnement par l'émission de pollutions de toutes sortes, résidus du fonctionnement illimité et chaotique du système.

Ce système en perpétuelle expansion, apparemment en pleine possession de sa puissance, qui est persuadé, et essaye de persuader, qu'il a éliminé toute opposition sérieuse, n'en demeure pas moins miné par deux contradictions qu'il est incapable de dépasser :

il peut de moins en moins aujourd'hui assurer la stabilité d'un lien social – le salariat -qui se délite. Il a de moins en moins les moyens, et la volonté, de négocier avec celles et ceux qui en sont les victimes et a recours, et va avoir recours, de plus en plus à une violence institutionnelle pour assurer sa pérennité ;

il est incapable, de part les principes même qui l'animent, de contrôler le pillage des richesses naturelles et la dégradation de l'environnement.

Ces deux contradictions, de plus en plus évidentes, font que le système marchand est entrain d'entrer, comme tous les systèmes dans l'Histoire avant lui, en décadence. Il s'agit désormais d'assurer une transition vers une alternative.

UNE ALTERNATIVE AU RAPPORT MARCHAND

L'Histoire de la fin du 19e siècle et celle du 20e nous permettent de tirer, sinon des leçons, du moins de faire un certain nombre de constats :

contrairement à toutes les prédictions des stratèges de la Révolution, la classe ouvrière n'a pas pris le pouvoir -et quand « *elle l'a pris* » dans des pays où elle était largement minoritaire, elle a été incapable de le conserver et d'instaurer, ce au nom de quoi elle avait été faite, le « *socialisme* » ; cette classe ouvrière industrielle, élément essentiel de la stratégie anti capitaliste dans les pays développés a, en grande partie disparue, du moins dans sa forme qui en faisait la « *fossoyeuse du système* » ;

le (s) système(s) soviétique(s) est (sont) une faillite historique... le système marchand s'est réinstallé à sa(leurs) place(s) ;

le modèle socialiste, ou du moins ses principes, ne sont pas transposables et applicables mécaniquement – l'expérience des pays en voie de décolonisation le prouve ;

la peur de la marginalisation politique a incité la plupart des forces progressistes à goûter au fruit vénéneux de la participation électorale. Leur faiblesse leur a été, et leur est, fatale.

Cette tragique énumération constitue la liste, non exhaustive, des faits qui expliquent l'état de délabrement de la pensée progressiste et alternative et qui doit servir aux alternatifs d'éléments d'analyse et de contre exemples pour fonder une nouvelle stratégie politique évitant les erreurs théoriques et pratiques, aberrantes et désastreuses du passé.

La contestation radicale du système marchand peine aujourd'hui à retrouver un nouveau souffle ; ceci vient du fait qu'il n'y a aucune alternative politique en dehors de toutes celles qui ont fait faillite. Or quitter le nid douillet des certitudes politiques, même si elles ont fait faillite, exige une forme de saut dans l'inconnu et un risque politique certain.

La problématique qui se pose pour envisager une alternative se situe à trois niveaux distincts mais largement dépendant les uns des autres : Le niveau politique

La principale erreur a consisté à développer une stratégie erronée par rapport au Pouvoir.

La thèse qui consiste à dire, en résumé, « *prenons le pouvoir politique et ensuite organisons de nouveaux rapports sociaux* », est fautive. C'est cette thèse qui est à la base de la plupart des stratégies qui ont échoué.

Pourquoi est-elle fautive ?

le système dominant s'est donné les moyens politiques, administratifs, idéologiques, policiers et

politiques de faire face à une agression qui remet en question ses principes. Les expériences de la « *Gauche* » au pouvoir à différentes époques, et dans différents pays, sont révélatrices. Quant à un affrontement direct, il est irrémédiablement voué à l'échec militaire, mais aussi politique ;

un nouveau système de relations sociales ne peut pas se mettre spontanément en place en remplacement de l'ancien... ceci ne s'est jamais vu, dans aucune civilisation. Non seulement le réaménagement global est problématique mais les consciences, les esprits ne sont pas prêts à un tel bouleversement en un temps aussi court : les « *expériences soviétiques* » en sont la plus parfaite démonstration.

Le niveau économique

un rapport de production n'est pas une simple organisation mécanique... il est un produit historique, c'est à dire le résultat d'une évolution qui a su intégrer à la fois des conditions de production techniques, mais aussi des relations sociales qui ont évolué au grés des conflits de pouvoir et d'évolution des valeurs éthiques ;

il n'y a pas de rationalité économique en soi, indépendante des structures sociales, indépendamment de la conscience éveillée (le pouvoir d'accepter ou de refuser) des femmes et hommes qui les constituent.

Le niveau idéologique

C'est à la fois le plus simple et le plus compliqué : simple parce que l'on peut dire n'importe quoi, entretenir la radicalité au niveau du simple discours, compliqué parce qu'il s'agit, dans les faits de changer la mentalité, les conceptions, les réflexes, les manières de concevoir les actes de la vie courante et sociale. Or, et l'Histoire du 20e siècle nous le démontre suffisamment, une démarche purement idéologique est non seulement inutile, mais aboutit à une catastrophe. C'est la pratique, la praxis, qui est fondamentale et déterminante dans ce domaine, pas les discours de « *théoriciens éclairés* ». On ne convainc pas théoriquement, mais en faisant vivre une situation.

C'est la méconnaissance de ces principes qui expliquent toutes les faillites politiques du 20e siècle – l'exemple soviétique est le plus significatif avec son projet de construire instantanément une « *société socialiste* » (?) avec création d'un « *homme nouveau* » (?)... Un tel projet nie totalement les lois de l'Histoire et celle de l'évolution de la conscience et de l'esprit humain – idem pour la Chine... sans parler de la parodie grotesque et dramatique des autres « *pays socialistes* ».

Ce sont ces mêmes principes qui continuent pourtant, et malgré les véhémentes dénégations, à fonder l'essentiel des stratégies politiques des organisations qui ont la prétention insensée, de leur part, de créer un monde nouveau – Certes, la prise du pouvoir à la soviétique est exclue, c'est la voie électorale qui est privilégiée, ce qui rend le résultat encore plus aléatoire.

Il n'y a plus il est vrai, aujourd'hui, l'existence explicite, repérable, facilement identifiable, d'une force, d'une classe sociale au destin « *messianique* » et qui devrait « *libérer définitivement le genre humain de l'oppression* » comme l'a cru une part importante du mouvement ouvrier durant ces deux derniers siècles... certains le croyant encore. Pourtant, loin de se réduire, le rapport social salarial s'est généralisé, dans les pays développés mais aussi, massivement dans les pays que le Capital a envahis et dans lesquels il a détruit, ou est entrain de détruire, toute autre forme de relations sociales.

Ce que l'on nomme, faute d'appellation plus précise, mouvement social aussi nébuleux, aussi imprécis dans ses contours et ses objectifs qu'il soit, est une réalité sociale et économique, sans pour cela avoir, il est vrai, une réalité et expression politique. Il exprime maladroitement et sans vision stratégique, sur un mode purement défensif, les dérives anti sociales du système marchand dans sa phase libérale et mondialiste. Il exprime les craintes, plus que fondées, d'une dégradation sociale de l'ensemble de la société. Ce qui constitue l'essentiel de sa prise de conscience et de sa mobilisation c'est la défense des acquis sociaux que le système marchand avait concédés à l'époque où le mouvement ouvrier pouvait se mobiliser et dans des périodes où le système pouvait, et devait, «

lâcher du lest » (années 30, après guerre, Trente Glorieuses).

Si la défense des acquis sociaux est une lutte nécessaire et juste, elle n'en est pas moins perdue d'avance en l'absence d'une stratégie offensive. Or, cette dernière, confisquée par les organisations politiques diverses, se perd dans des analyses plus que douteuses et les errements aléatoires et bureaucratiques d'une pratique électorale totalement stérile.

C'est donc à une véritable révision du rapport au politique, et bien sur à la politique, que ce mouvement se doit de procéder.

L'apparition de structures alternatives est l'autre facteur d'évolution des conséquences du fonctionnement du système marchand. Elles sont l'expression des initiatives, prises à différents niveaux de la société, par des hommes et des femmes qui ne se satisfont plus de leurs conditions de vie et de travail et qui créent d'autres relations sociales, d'autres types de rapports sociaux. Elles représentent, contrairement aux apparences, l'embryon de ce qui devrait être une stratégie offensive.

Apparues dès le 19e siècle pour lutter contre les excès du développement capitaliste des sociétés en Europe occidentale, sous la forme des coopératives et de ce que l'on appellera plus tard l'économie sociale et solidaire, elles représentaient des alternatives aux conditions imposées par le système au prolétariat. Puissamment combattues sur le plan idéologique par ce qui allait devenir le mouvement communiste, il leur était, entre autre, reproché de relativiser la « *force révolutionnaire du prolétariat* » industriel et d' « *aménager* » la société capitaliste. Ces structures, quoique ne disparaissant pas entièrement, certainement dégénéralant en entreprises purement capitalistes, sont restées en marge de la contestation du système.

Ce n'est que vers la fin du 20e siècle, devant l'aggravation des contradictions du système marchand (exclusion massive de la force de travail, dérives écologiques des productions agricoles et industrielles), et la faillite de toutes les stratégies de changement politique et social, que ces structures, et leurs principes de fonctionnement, sont réapparues sous différentes formes. Considérées au départ comme des structures plus ou moins marginales, regroupant des « *marginiaux* », elles sont en passe d'être une véritable alternative permettant à des populations en manque d'intégration, mais aussi de mode de vie et de consommation nouveaux, des solutions satisfaisantes et pérennes.

Ignorées, sinon méprisées, ou au mieux considérées comme folkloriques, par les formations politiques traditionnelles et officielles, elles représentent, malgré tout et en dépit des critiques dont elles font l'objet, le seul exemple d'une alternative réelle et concrète au système marchand.

La rencontre, la collaboration, la fusion entre ces deux mouvements (mouvement social et structures alternatives) ne s'est pas faite... L'un et l'autre s'ignorent, non pas du fait de divergences qui les opposeraient, mais du fait d'un déficit de la pensée politique et d'une vision étriquée de ce que doit être le changement et les conditions de sa réalisation.

Le programme de l'Alternative, sans être encore détaillé et précis peut, et doit, se fonder sur des pistes solides qui peu à peu émergent de l'horizon embrumé de l'échec des luttes du passé, des contradictions de plus en plus vives du système marchand et des impasses électorales. La voie nous est montrée, non pas par une théorie partant d'un postulat, aussi séduisant et rationnel qu'il soit, mais par l'expression et les conséquences des contradictions du fonctionnement du système marchand :

développement méthodique, concerté et fédéré des structures alternatives dans tous les domaines possibles, en commençant par les plus simples et les plus accessibles, en fonction des spécificités et traditions de luttes locales -par exemple l'agriculture en France, le secteur industriel en Argentine
développement systématique de circuits courts et alternatifs de distribution des biens et services, autrement dit, relocalisation de l'économie ;

la relocalisation de l'économie doit être un moyen de fédérer les unités de production agricoles et industrielles en vue de la constitution d'un tissu de relations sociales prélude à un système alternatif

qui rendra peu à peu caduques et obsolètes les circuits de production et de distribution du système marchand ;

articulation des luttes sociales avec ces nouvelles pratiques fondées sur la solidarité et la fédération des actions – par exemple abandon, du moins relativisation, de la forme traditionnelles des luttes comme la grève qui n'apportent plus aucun résultat dans le système mondialisé, mais recherche de solidarités (avec les associations d'usagers) en vue de lutter

contre la marchandisation généralisée des services – utilisation de la gratuité comme moyen de lutte ;

popularisation de toutes ces pratiques pour y entraîner le maximum de personnes montrant

en cela que le monde nouveau que nous souhaitons est, non seulement possible, mais dès à présent réalisable ;

développement à cette fin d'un réseau de communication pour échanger mais aussi pour informer en dehors des médias officiels et marchands quasi entièrement contrôlés par les puissances politiques et financières au service du Capital.

Ce programme devra réexaminer sans à priori et sans préjugés, en étroite liaison avec la pratique, des questions aussi essentielles, et fort mal traitées dans le passé, que le statut de la propriété individuelle et celle des moyens de production, celle des moyens d'échange et le statut de la monnaie, celles des conditions de la production des richesses, de leur répartition et celle de leur transmission. Les erreurs commises dans le passé, quant au traitement de ces questions, doivent nous servir de leçons afin d'éviter les dérives catastrophiques qui ont fait le malheur de millions d'individus au travers de plusieurs générations dans toutes les parties du monde.

Ce programme ne manquera pas de critiques.

De la part des gestionnaires du capital qui le railleront et y verront des pratiques d' « *anti modernité* », voire « *préhistoriques* », car pour eux, la modernité consiste, évidemment, à accumuler du capital, faire fructifier les profits, marchandiser les services, breveter le vivant, ne jurer que par la compétitivité et la croissance, précariser les salariés, piller sans vergogne les ressources naturelles de la planète et polluer à mort notre environnement. Ils riront moins lorsque la majorité leur montrera concrètement que l'on peut vivre, et mieux, sur d'autres principes que les leurs et que tout leur édifice économique et politique est désormais obsolète. Se posera alors, et même probablement avant, le problème de l'auto défense du processus en construction car le système marchand, comme tous les systèmes dans l'Histoire, ne capitulera jamais volontairement. Le sérieux et la puissance du nouveau système seront les meilleurs garants de son succès.

De la part des organisations politiques de « *gauche* », dirigées par des professionnels de la politique, grands donneurs de leçons malgré leur faillite historique. Critiques et sceptiques au début, elles essayeront ensuite de s'intégrer au processus pour le contrôler, voire le dévoyer et/ou de l'enrayer en fonction d'options théoriques de leur invention et en fonction de leurs intérêts bureaucratiques. Peut-être, et ce serait le plus souhaitable, nombreuses et nombreux seront celles et ceux qui, sincères dans leurs opinions, leur engagement et leur désintéressement, ouvriront leurs yeux et quitteront leurs organisations politiquement en faillite pour rejoindre le combat sur d'autres bases. La plus grande vigilance sera de rigueur et seul le sérieux et le crédit démocratique de la pratique, de la praxis, sera le garant de la réussite.

Ce n'est pas la puissance organisationnelle qui fait la justesse de la stratégie d'une organisation, pas plus que son « [look marketing] » et sa présence médiatique qui va avec. Toutes ces manifestations et ces croyances ne sont que des illusions entretenues, complaisamment, par le système marchand et son complexe industriel médiatico-spectaculaire pour maintenir le « *bon peuple* » dans l'ignorance et l'illusion. Ce qui fait la puissance d'un mouvement c'est sa pratique sociale réelle, celle qui crée de la relation sociale et la conscience qu'il a de ce qu'il fait, bref de sa praxis. Tout autre considération n'est que « *poudre aux yeux* » et « *politique spectacle* ».

LES PARTIS, MOUVEMENTS ET AUTRES ORGANISATIONS

La contestation et la critique du système marchand a donné naissance à une galaxie d'organisations, partis, mouvements qui ont tous un trait commun : en un siècle et demi de domination de ce système,

aucune de ces organisations n'a su faire une analyse suffisamment pertinente de la dynamique historique de l'évolution de celui-ci pour produire une stratégie permettant d'envisager une alternative crédible et viable. Toutes, sans exception, ont échoué dans leurs projets ce qui, par voie de conséquence, prouve que leurs analyses étaient erronées.

Quasiment aucune n'a tiré les conséquences de leurs échecs respectifs. Constituées en bureaucraties jalouses de leurs intérêts, parfois de leurs privilèges, rançon, pour certaines, de leur collaboration avec le « système abhorré », elles persistent et signent dans l'erreur, verrouillant efficacement jusqu'à présent la prise de conscience collective nécessitée par la décadence du système marchand qui conduit l'humanité à sa perte.

Passons rapidement en revue cette sinistre et dérisoire cohorte.

La social démocratie

Après des débuts prometteurs et une rapide dégénérescence politique, elle se confond aujourd'hui avec la catégorie des gestionnaires du système marchand. Ayant parfaitement épousé, très tôt, les principes de l'économie de marché, les partis sociaux démocrates ont brillamment prouvé qu'ils étaient tout à fait capables de garantir économiquement, idéologiquement et politiquement le fonctionnement du système marchand. Les meilleurs alliés du Capital ils ont su, à toutes les époques, et dans tous les pays, quand le besoin s'en faisait sentir, et grâce à une rhétorique sociale trompeuse, faire passer les réformes allant dans le sens des intérêts du Capital, voire avoir recours à une féroce répression pour faire entrer les salariés dans le droit chemin de la soumission.

Au pouvoir, les réformes qu'ils ont initiés, quand elles sont allées parfois, indubitablement dans le sens de l'amélioration des conditions des salariés, n'en sont pas moins demeurées des formes d'intégration de ceux-ci dans la logique du Capital... et sont aujourd'hui en voie de liquidation avec leur tacite accord.

On peut dire, qu'en ce début du 21e siècle, la social démocratie, au sens du 19e-début et du 20e a disparu, les partis et leurs membres s'interchangeant sans états d'âmes politiques avec les forces dites « conservatrices ».

Le mouvement communiste

Forme radicale la plus opérationnelle de la contestation du Capital, il fondait, du moins à ses débuts, sa stratégie sur le « rôle d'avant-garde de la classe ouvrière » et la « nécessaire conquête du pouvoir par celle-ci pour édifier une société sans classe ».

Après la révolution bolchevique russe de 1917 les communistes « officiels » ont été totalement inféodés à la politique et à la diplomatie soviétiques. Epousant les moindres méandres de celle-ci, ils ont perdu une partie de leur crédibilité tout en bénéficiant du mythe de la « patrie des travailleurs », mythe qu'ils ont largement contribué à diffuser dans les couches populaires crédules.

A la chute du « bloc soviétique » (chute du Mur de Berlin) et de la dégénérescence marchande du reste du « bloc » (Chine) ou sectaire (Corée du Nord) il a vu son fond de commerce fondre, se raccrochant désespérément et affectivement à un dernier avatar du système soviétique, le « socialisme Cubain » à l'agonie et à bout de souffle.

Certains ont su anticiper la catastrophe à venir du mouvement communiste et à rejoindre le giron d'une social démocratie de plus en plus participationniste. D'autres, particulièrement sclérosés sont demeurés des organisations d'abord mi-sectaires, mi-opportunistes, participant avec les sociaux démocrates à des gouvernements de coalition de gestion du système pour finalement sombrer,

étriqués et marginalisés par leurs alliés sociaux démocrates, dans un état crépusculaire et groupusculaire, et quémander une unité impossible à d'anciens adversaires politiques en passe, et à leur grand désespoir, de prendre leur place sur l'échiquier politique.

Les « organisations révolutionnaires »

Issues de l'opposition critique aux partis communistes, dont elles disputent le terme « *communiste* », elles se sont dégagées de l'emprise soviétique pour en faire une critique qui s'est finalement avérée en grande partie erronée – l'Histoire montrant que la thèse du « *système socialiste bureaucratiquement dégénéré et pouvant retrouver la juste voie du socialisme par une révolution politique* » était tout à fait fausse.

Certaines de ces organisations sont devenues des officines théorico militantes plus soucieuses d'être fidèles à de vieux dogmes et grimoires poussiéreux qu'à des analyses novatrices sur le développement du capitalisme. D'autres plus pragmatiques, et finalement plus opportunistes, ont insensiblement abandonné leurs stratégies insurrectionnelles tout en gardant une rhétorique radicale. Leur participation au processus électoral, au nom d'un réalisme politique ambigu, les a définitivement placés dans une logique classique d'expression politique dans laquelle le marketing politique tient lieu de mode essentiel d'expression et d'existence.

Les anarchistes

Opposition radicale au système marchand à ses débuts, elle a souvent sombré dans la violence stérile quoique produisant des analyses intéressantes et fertiles. Victimes d'une féroce répression, largement aidée en cela par la violence qu'ils théorisaient et pratiquaient, et l'intransigeance politiquement impuissante des actions entreprises, ils demeurent à part sur l'échiquier des forces politiques.

Devenus dans quelques rares cas (l'Espagne dans les années 1930) une véritable force politique opérationnelle, ils ont su mettre localement et temporellement en pratique leurs théories vites balayées par les communistes et les forces réactionnaires. Politiquement marginalisés du fait de leur refus du processus électoral, et souvent se complaisant dans celle-ci, ils théorisent des pratiques individualistes, ou plus ou moins communautaires, dans lesquelles des principes nouveaux de relations sociales sont mis en pratique. Ils constituent incontestablement, dans le contexte actuel de décomposition de la pensée politique, un élément de la renaissance de celle-ci.

Le mouvement écologiste

Issu d'une prise de conscience dès la fin des années 1960, des causes et conséquences catastrophiques du développement des forces productives dans le cadre des lois du développement du Capital, il a fait une irruption remarquable, à défaut de remarquable, dans le champ politique. L'originalité et la pertinence de sa pensée pouvaient laisser espérer un souffle nouveau dans le concert classique de la contestation politique du système.

Hésitant à ses débuts entre une autonomie politique à l'égard des autres formations politiques et son alliance avec elles, il n'a pas su, ou pu, résister aux sollicitations et pressions exercées par celles-ci. Elles voyaient en lui un renouveau avantageux sur le plan électoral afin de dynamiser un discours routinier et insipide et de récupérer de nouveaux électeurs déçus par le discours politique traditionnel. Elles ont phagocyté ses idées et les ont réduites à l'état de bouillie théorique, mises au service de leurs intérêts politiques et à celles des intérêts du Capital.

L'écologisme est devenu aujourd'hui une mode dont se sont emparés toutes les forces politiques, même les plus réactionnaires, pour attirer à elles un électorat inquiet des perspectives écologiques.

Les partis qui, explicitement, se réclament de l'écologie sont devenus des officines bureaucratiques de promotion politique de leurs membres dirigeants, percluses de conflits de pouvoir et incapables d'imaginer la moindre stratégie politique, donnant par exemple crédit à des fables aussi grotesques que le « *développement durable* », concept inventé par le système pour, à la fois sauver son modèle de croissance et donner des gages à celles et ceux qui s'inquiètent des conséquences de la

généralisation de la marchandise pour le devenir de la planète.

Les altermondialistes

Derniers nés des mouvements de contestation anti capitaliste, sur le terreau de la décomposition plus ou moins avancée des précédents, il ont représentés dans de nombreux pays, et en particulier en Europe et aux Etats-Unis, un espoir réel de renouveau de la pensée et de l'action politique.

Largement infiltrés par les organisations politiques friandes de nouveaux militants, la cour assidue dont ils ont fait l'objet les a largement affaiblis. Ils n'ont pas su résister aux dérives bureaucratiques et à la pression des médias qui a fait de leurs leaders de nouvelles vedettes médiatiques qui ont complètement perdu le sens de ce que devrait être une stratégie politique alternative.

Les analyses et projets pertinents du début ont laissé place à une routine bureaucratico-pédagogique répétitive qui a déçu et lassé nombre de militants qui sont retournés dans le milieu associatif, voire les limbes du non engagement politique.

C'est dans cette mouvance que se situe le mouvement des alternatifs qui peinent à trouver une voie originale et se perd en pratiques « *bureaucratico-militantes* » à forte connotation de psychodrame collectif.

Toutes ces organisations, tous ces mouvements ont, aux différentes époques, aux différents stades de leur évolution, été les victimes, plus ou moins consentantes à la fois d'une bureaucratisation, de conflits internes de pouvoir, justifiés par de plus ou moins sérieuses divergences théoriques, et pour la plupart (les anarchistes exclus) été victimes des sirènes électorales et/ou médiatiques qui les a fait entrer dans la logique mortifère de la notoriété institutionnelle. Toutes y ont perdu, aux regards des valeurs et principes initiaux qui les animaient, leur « *âme politique* » et surtout le sens de la praxis.

C'est cette dernière qu'il s'agit de retrouver.

L'alternative n'est pas une exigence intellectuelle, produit phantasmatique de cerveaux fiévreux et éternellement insatisfaits. Elle est à la fois une exigence et une possibilité historiques.

exigence, car le système marchand, du fait des principes de son fonctionnement, est incapable de procéder à une utilisation des ressources naturelles compatibles avec une sauvegarde des conditions de vie sur la planète ; mais aussi du fait que le principe inégalitaire qui le fonde, quant aux conditions de production et de répartition des richesses, ne peut être que source de conflits toujours plus destructeurs ;

possibilité, car l'esprit humain, quoiqu'il n'y a aucune certitude en la matière, peut concevoir la mise place d'un système de relations sociales rendant compatibles ses désirs d'innovation permanente, de justice et de préservation de notre environnement

La question du temps demeure cependant une question, sinon la question, essentielle. Les dégâts considérables infligés à l'éco système par le développement du système marchand sont sans commune mesure avec les dégâts infligés à la Nature par les systèmes du passé. Les échéances, pour mettre en place des relations sociales compatibles avec cet équilibre, sont aujourd'hui très courtes

Prenons dès à présent conscience que le temps ne s'écoule plus de manière linéaire et illimitée, mais qu'au contraire le compte à rebours de la mise en place de conditions d'existence sociale compatibles avec notre survie est enclenché. Tout retard pris nous rapproche de la catastrophe.

Berlebek – Juillet 2007